

**CONGRÈS VIRTUEL**

# PLAN D'ACTION 2022

**EXIGEONS MIEUX ET  
VOTONS ENSEMBLE  
POUR L'ONTARIO  
QUE NOUS MÉRITONS**

**CUPE SCFP**  
Ontario

## Introduction

1. Deux mois après le premier cas de COVID-19 en Ontario, Arundhati Roy, une militante et auteure indienne, a écrit dans le *Financial Times* que « la pandémie est un portail... un point d'entrée entre un monde et un autre<sup>1</sup> ». C'était un appel pour reconnaître les inégalités qui ont été mises en lumière par la pandémie et les considérer comme une occasion de nous questionner sur notre passé et notre présent et de repenser notre avenir. Nous aurions à regarder ce qui définit notre monde, pas uniquement la pandémie qui se déroule devant nos yeux, mais les inégalités systémiques, les échecs et les fragilités qui existent depuis longtemps et qui sont devenus monnaie courante. Une compréhension claire de ces défis nous permettrait « de rompre avec le passé et d'imaginer leur monde avec des yeux nouveaux ».
2. Les mots de Mme Roy semblent prophétiques lorsque comparés aux deux dernières années de COVID. En Ontario seulement, il y a plus de 12 000 décès et au moins un Ontarien sur douze a attrapé la COVID-19. Ces deux chiffres sont sous-estimés et ils continueront d'augmenter au cours des prochains mois.
3. Au départ, le virus a mis en lumière notre solidarité et notre interdépendance alors que nous étions tous susceptibles de l'attraper. Cependant, au fil du temps, une vérité de longue date est devenue évidente à nouveau, il y avait deux pandémies différentes, une pour les riches et les Blancs, et une autre pour les autres.
4. Plus particulièrement, la pandémie a frappé plus durement les personnes qui se trouvaient dans des situations sociales marginalisées qui amplifient leurs déterminants sociaux en matière de santé. Elles ont été les premières à être licenciées ou elles ont été considérées « essentielles » et ne pouvaient pas travailler à distance; elles n'ont pas pu se procurer d'équipement de protection individuelle (ÉPI) adéquat ou on ne leur en a pas fourni; elles n'avaient pas de congés de maladie lorsqu'elles étaient malades; elles vivaient dans des quartiers très racisés, ce qui signifiait qu'elles risquaient davantage de contracter la COVID; elles étaient celles qui, le plus souvent, avaient des conditions médicales préexistantes, ce qui a fait qu'elles ont attrapé la COVID et en sont mortes à des taux disproportionnés; et les Noirs et les Autochtones étaient les personnes qui avaient un passé d'expérimentations et d'abus médicaux inhumains, ce qui a fait qu'elles ont été hésitantes à se faire vacciner, ce qui est compréhensible.
5. Les membres du SCFP-Ontario ont été sur les lignes de front tout au long de la pandémie. Bon nombre de nos membres travaillent à assurer la sécurité et la santé d'autres personnes et à offrir des services essentiels, tout en ayant à faire face aux conditions de travail stressantes et dangereuses et à l'épuisement après deux longues années de surmenage en temps de pandémie.

---

<sup>1</sup> <https://www.ft.com/content/10d8f5e8-74eb-11ea-95fe-fcd274e920ca> (en anglais seulement)

6. La COVID a exposé les conséquences d'années de coupures et de sous-financement des services publics par les gouvernements. Nous l'avons constaté lorsque notre système de santé était à pleine capacité et que les conservateurs ont proposé des protocoles de triage de soins essentiels qui auraient décidé qui recevrait des soins nécessaires à la survie et qui n'en recevrait pas; notre gouvernement n'a pas réussi à fournir les ressources simples et fondamentales pour assurer la sécurité des élèves et du personnel, comme un filtre H.E.P.A. dans chaque classe; et les parents ont eu de la difficulté à payer les nécessités à leur vie quotidienne alors que ce gouvernement a tardé à signer une entente avec le gouvernement fédéral pour des services de garde à 10 \$ par jour.
7. Maintenant, ajoutant à une période déjà difficile, nous sommes confrontés à une inflation historique, ce qui rend le coût de la vie quotidien invivable pour plusieurs. Le coût du pain et d'autres biens essentiels augmente rapidement; parallèlement, les entreprises qui établissent le prix du pain, comme le géant multinational Loblaws, continuent de bénéficier d'un traitement de faveur du gouvernement, même après avoir fait des profits démesurés grâce à la COVID. Bien que le coût augmente pour tout, une loi plafonne les salaires du secteur public à un maximum d'un pour cent.
8. Bien que l'on ignore exactement de quelle façon ces crises continueront de se dérouler, ce qui est clair c'est que des réformes en marge du marché du travail ne conviendront pas. Nous devons agir dès maintenant pour changer les choses – sur l'inégalité, la lutte contre la suprématie blanche, l'action climatique et l'amélioration des conditions de travail et de l'abordabilité.
9. La population exige un changement. Il y a moins de 24 mois, nous avons tenu la plus importante manifestation de l'histoire en Amérique du Nord en soutien au mouvement Black Lives. Entre 15 et 26 millions de personnes sont descendues dans les rues pour manifester leur soutien.
10. Nous devons revoir les hypothèses de base quant à ce à quoi notre société devrait ressembler et travailler pour assurer ce changement. Nous devons nous organiser pleinement au sein de notre syndicat, au sein de nos collectivités et au-delà de nos soi-disant frontières. Nous devons raviver le militantisme de notre mouvement et nous servir de toutes les options pour riposter, et favoriser les travailleurs. Nous devons transformer la rage des classes ouvrières en consciences des classes ouvrières.
11. Ici, en Ontario, les élections provinciales du printemps sont une énorme occasion. Après un mandat de quatre ans, on peut se demander si nous sommes en meilleure position maintenant qu'il y a quatre ans. Bien que la pandémie ait changé l'examen de cette question, la réponse à savoir si ce gouvernement mérite un autre mandat est claire. Le gouvernement de Doug Ford nous a berné dans le cadre de cette pandémie et nous ne pouvons pas nous permettre un autre mandat

des conservateurs. Il est temps que la classe ouvrière de l'Ontario tourne la page sur le statu quo, qu'elle s'organise pour défaire les conservateurs de Doug Ford et qu'elle élise le NPD de l'Ontario.

## S'organiser pour accroître le pouvoir des travailleurs

12. Dans l'ensemble du mouvement syndical, les syndicats ont de la difficulté à faire face aux conséquences de la COVID-19 sur notre capacité à nous organiser et à assurer le changement, et le SCFP-Ontario ne fait pas exception à la règle. La pandémie a réduit les occasions de rencontres pour les militants et leurs capacités à continuer de bâtir le type de solidarité qui sert de fondement à notre mouvement. Bien que les syndicats aient transféré les programmes de formation et d'éducation traditionnels dans l'espace en ligne, les travailleurs ont eu de la difficulté à s'adapter, ce qui fait que bon nombre de travailleurs se sont sentis isolés et ont formé des bulles.
13. Parallèlement, les luttes auxquelles nous sommes confrontés en temps de COVID constituent également une grande opportunité. Les gens de partout au pays constatent à quel point le travail que font nos membres est essentiel. Les travailleurs de partout au pays et de partout en Amérique du Nord réalisent également le pouvoir qui vient du recrutement et nous avons vu le soutien pour adhérer à un syndicat augmenter dans des secteurs qui semblaient impossibles à syndiquer selon ce que plusieurs pensaient.
14. Au même moment, au cours des dix dernières années, les syndicats ont subi des attaques sans précédent contre leurs droits à la négociation collective libre et équitable. Le premier projet de loi que ce gouvernement a adopté le premier jour de son mandat a été pour imposer un retour au travail aux membres de la section locale 3903 du SCFP. Les services publics continuent d'être privés d'un financement de base et Les travailleurs doivent redécouvrir le pouvoir collectif du mouvement syndical.  
**<<...les membres ont vu leurs salaires diminuer par rapport à l'inflation. >>**
15. Nous devons continuer d'investir dans le renforcement de nos structures internes afin d'accroître le pouvoir et assurer un changement. Cela signifie créer des structures qui collaborent avec nos membres de manières concrètes. Cela signifie investir dans le soutien des différents ordres du SCFP-Ontario pour voir à ce qu'ils soient prêts à se mobiliser et à s'organiser pour nos membres. Cela signifie s'assurer que les membres des communautés marginalisées se sentent représentés au sein de notre syndicat et qu'ils aient l'espace pour se faire entendre et faire entendre leurs préoccupations.
16. Nous devons raviver la riposte, rétablir la capacité et renforcer la solidarité de notre mouvement.

## Le SCFP-Ontario :

17. Réinvestira et repensera les modèles qui amènent l'organisation à un point central par l'entremise de conversations entre membres et d'une participation élevée des sections locales afin de continuer à accroître le pouvoir de notre syndicat pour lutter contre la négociation de concessions et lutter pour des gains, aux tables de négociation et dans la politique, par l'entremise de l'engagement et de la mobilisation.
18. Fournira des ressources centrales afin de soutenir les secteurs, les conseils de négociation, les comités, les conseils régionaux et les sections locales à chaque étape, et coordonnera le travail afin de renforcer nos structures pour voir à ce que chaque ordre du SCFP-Ontario soit prêt à lutter contre tout problème auquel nos membres sont confrontés.
19. Créera des modules et offrira des séances de formation et des outils afin d'outiller les secteurs, les conseils de négociation, les comités, les conseils régionaux et les sections locales avec les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour amorcer cette organisation dans leurs espaces.
20. Créera des conditions afin d'accroître le pouvoir et la confiance de nos membres en créant une culture de militantisme des travailleurs.
21. Explorera des occasions pour le SCFP-Ontario de faire de l'organisation et d'être visible dans des espaces où se trouvent les membres, au lieu d'attendre que les membres viennent à lui.
22. Travaillera à voir à ce qu'un espace soit créé à tous les ordres du SCFP-Ontario pour les membres qui appartiennent à des collectivités marginalisées afin de renforcer notre syndicat, de renforcer notre solidarité et d'accroître le pouvoir et la capacité de notre syndicat pour lutter contre l'austérité et lutter pour exiger un Ontario meilleur.
23. Verra, par l'entremise de notre Réseau des retraités et en collaboration avec les conseils du SCFP, à ce que les personnes qui ont pris leur retraite récemment continuent d'avoir des avenues pour demeurer impliqués à divers ordres du SCFP-Ontario, qu'ils puissent se servir de leur temps et de leur motivation pour soutenir notre travail, tout en mentorant la prochaine génération de militants, pour voir à ce que nous ne perdions pas le bagage de connaissances et d'expérience que ces retraités ont acquis au cours d'années de militantisme.
24. Continuera d'établir la solidarité au sein de groupes communautaires qui partagent la vision progressiste de promotion d'un programme qui met les travailleurs à l'avant-plan, et travaillera en collaboration avec des groupes afin de voir à ce que nos membres reçoivent des communications et des mises à jour et collaborent avec ces groupes.

## S'organiser pour les services publics

25. En plus de la pandémie, nous luttons contre de nombreuses autres crises qui sont interreliées et, le plus important, ont des solutions communes.
26. Des services publics forts et améliorés sont essentiels pour notre reprise à la suite de la pandémie et pour notre vision d'un avenir qui est fondé sur la solidarité, l'équité, la réciprocité et l'interdépendance entre les gens et l'environnement. Les attaques contre les services publics, ici et partout dans le monde, font partie d'un projet plus vaste visant à affaiblir la solidarité et la bienveillance collectives.
27. Les services publics sont essentiels à notre capacité à vivre des vies saines, heureuses et décentes et aident à réduire l'inégalité tout en améliorant la vie des gens et notre planète. Des services appartenant au secteur public et offerts par ce dernier sont créés collectivement et démocratiquement. Ils mettent en commun nos ressources par l'entremise d'une imposition progressive qui crée une équité en tenant compte de la capacité de payer des gens.
28. La plupart des Ontariens tirent beaucoup plus d'avantages des services publics qu'ils ne paient en impôts. La famille moyenne « profite[s] de services publics pour une valeur d'environ 41 000 \$ — ou 63 % de leur revenu<sup>2</sup> ».
29. Des services publics universels de qualité aident à contrebalancer l'inégalité systémique fondée sur la race, le genre, l'ethnicité, la classe sociale, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle. Sans services publics financés par une imposition progressive, seuls les riches auraient accès à de nombreux services.
30. Au-delà de nos soi-disant frontières, de nombreux autres pays ne peuvent pas offrir de services publics en raison des efforts internationaux pour les miner. Ces efforts, qui incluent des accords commerciaux, une dette illégitime et coercitive, ainsi que des ententes de partenariat public-privé internationales, entraînent des défis dans l'offre de services publics et la génération de revenus pour payer pour ces services publics. Notre solidarité doit s'étendre au-delà de nos soi-disant frontières pour voir à ce que nos efforts visant à défendre les membres du SCFP ne soient pas aux dépens des peuples et des services publics dans d'autres pays.

**<< Le milieu carcéral, fondé sur la police et les prisons, a été utilisé pour renforcer l'oppression et la discrimination afin de protéger la blancheur et la richesse. >>**

31. Bien que des services publics universels de qualité sont le fondement de notre avenir équitable, nous comprenons également les façons dont certains services publics ont profité à l'intérêt des puissants et des riches. Par exemple, le milieu carcéral, fondé sur la police et les prisons, a été utilisé pour renforcer l'oppression et la discrimination afin

<sup>2</sup> <https://policyalternatives.ca/publications/reports/canadas-quiet-bargain> (en anglais seulement)

de protéger la blancheur et la richesse. Nous rejetons ce mode de fonctionnement et toute autre tentative d'utiliser les services publics à l'avantage d'une personne ou d'un groupe en particulier.

32. Des tentatives pour démanteler les services publics par l'entremise de l'austérité, de la privatisation ou simplement en laissant les services au marché commercialisent notre dignité et nos besoins communs et menacent notre qualité de vie collective. Nous devons plutôt nous organiser pour avoir des services publics universels de qualité afin de créer des opportunités de solidarité de bienveillance.

### **Le SCFP-Ontario :**

33. Travaillera avec ses alliés du mouvement syndical et de justice sociale pour résister à toute tentative gouvernementale d'imposer des budgets d'austérité et de faire des coupures dans les services publics.
34. Attirera l'attention sur les contributions des services publics universels de qualité au mieux-être collectif et à la prospérité.
35. Soulignera l'importance des services publics universels dans la réduction des conséquences des tâches ménagères et de la prestation de soins non rémunérées des femmes.
36. Fera campagne, par l'entremise du SCFP national et du Comité de la solidarité internationale, pour voir à ce que les efforts visant à soutenir les travailleurs de l'Ontario ne soient pas aux dépens des personnes et des services publics ailleurs dans le monde (par exemple : les investissements des régimes de retraite dans la privatisation à l'échelle internationale).
37. Soulignera que sa capacité à répondre à l'urgence climatique et à assurer une transition juste aux travailleurs et aux collectivités touchés dépend de la solidité du secteur public.
38. Travaillera avec ses alliés pour repenser, ensemble, le secteur public en tant que pilier central du développement durable.
39. Soulignera les échecs permanents de la privatisation des services publics et fera plutôt campagne pour empêcher toute nouvelle privatisation et ramener les services entre les mains du secteur public.
40. S'efforcera de renforcer les services publics afin de résister à la crise de santé publique actuelle et faire les investissements historiques nécessaires pour prévenir des crises futures et améliorer la qualité des services pour tous.
41. S'efforcera d'améliorer la couverture de l'Assurance-santé afin d'inclure des soins en santé mentale universels pour aider l'Ontarien sur quatre qui a eu besoin de soutien en santé mentale ou en toxicomanie pendant la pandémie.

## S'organiser pour les salaires

42. Tout au long de la pandémie, les Ontariens ont dépendu des services publics pour les aider à faire face à une période difficile. Bien que les services que les membres du SCFP ont offerts aient été appréciés sous un nouveau jour, et que les travailleurs de première ligne ont eu droit à des applaudissements avec un « concert de casseroles » chaque soir, la pandémie n'a pas entraîné de meilleures conditions de travail ou de meilleurs salaires pour ces mêmes travailleurs. Les gouvernements ont plutôt établi une distinction importante entre le travail essentiel et les travailleurs essentiels. On devait continuer de ramasser les légumes, les gens avaient encore besoin de transport et les Ontariens avaient encore besoin de soins; toutefois, les travailleurs migrants continuent d'être exclus des droits du travail fondamentaux, les travailleurs à la demande continuent d'être mal classifiés en tant que sous-traitants indépendants et les travailleurs du secteur public se voient encore refuser, par l'entremise du projet de loi 124, leur droit constitutionnel à la libre négociation collective.
43. Ces restrictions de la rémunération sont bâties sur des mensonges. Parr exemple, dans le cadre de la logique visant à déposer un projet de loi sur la restriction de la rémunération dans le secteur public en 2018, le gouvernement a embauché la firme comptable Ernst & Young pour effectuer un examen, ligne par ligne, des dépenses du gouvernement de l'Ontario pour les 15 années précédentes. Le gouvernement de Doug Ford affirmait que les dépenses publiques et les salaires étaient hors de contrôle. Cependant, malgré tous les efforts du gouvernement pour fausser les données, l'examen de la firme comptable a conclu que « les dépenses publiques en proportion du PIB ont diminué au cours de la période pertinente de 15 ans pour l'Ontario<sup>3</sup> ».
44. Le gouvernement de Doug Ford a également affirmé que les coffres étaient vides et que l'Ontario ne pouvait pas se permettre de payer les travailleurs équitablement. Encore une fois, les faits élémentaires ne soutenaient pas cette affirmation. En utilisant la mesure de prospérité la plus fréquemment utilisée, le PIB par habitant, l'Ontario était plus riche en 2019 qu'à n'importe quel autre moment de son histoire.
45. Malgré des affirmations de pauvreté, des exceptions ont été faites dans la loi sur la restriction de la rémunération. Les policiers, par exemple, étaient explicitement exclus de la loi et ils ont obtenu une entente qui offrait une augmentation de salaire annuelle de deux pour cent sur quatre ans, le double du plafond salarial imposé par voie législative aux autres travailleurs du secteur public. Au fur et à mesure que la pandémie prenait de l'ampleur, le gouvernement a offert des exceptions au projet de loi 124 à divers groupes de travailleurs. De plus en plus, le gouvernement contourne la négociation collective pour choisir des groupes de travailleurs qu'il préfère ou dont les votes sont nécessaires pour lui.

---

<sup>3</sup> [https://files.ontario.ca/ey\\_report\\_2018\\_fr.pdf](https://files.ontario.ca/ey_report_2018_fr.pdf)



46. Il est évident que les coffres ne sont pas vides et que ce projet de loi est plutôt un choix spécifique pour en arriver à une fin précise – affaiblir le pouvoir des syndicats.
47. Maintenant, presque trois ans après le dépôt du projet de loi, nous constatons clairement la dévastation permanente promulguée par ce projet de loi.
48. Avec l'inflation qui est présentement supérieure à six pour cent, le plafond salarial imposé par voie législative affecte les travailleurs du secteur public qui subissent une baisse de salaire d'au moins cinq pour cent. Le gouvernement a véritablement imposé un vol salarial par voie législative aux travailleurs du secteur public.
49. Compte tenu de l'épuisement entraîné par la pandémie et du manque de réels gains salariaux, la pénurie de travailleurs qui dure depuis longtemps s'est intensifiée de façon généralisée. Les postes vacants dans de nombreux secteurs essentiels, comme la santé et l'éducation, ont augmenté de plus de 100 % en à peine douze mois. De nombreux travailleurs ont quitté leur domaine pour se trouver un autre emploi, ou sont allés travailler dans le secteur privé où les salaires ne sont pas plafonnés par voie législative.
50. Le manque de personnel, amplifié par le projet de loi 124, crée d'autres préoccupations fondées sur l'équité. Les attaques contre les travailleurs du secteur public ciblent les femmes, particulièrement les femmes racisées, de façon disproportionnée de trois façons distinctes : elles perdent la perspective d'un travail décent dans le secteur public, elles utilisent les services publics à des taux plus élevés, souffrant donc davantage des coupures, et, finalement, elles finissent par assumer une part plus importante des tâches ménagères et de la prestations des soins non rémunérées en remplacement de l'échec des services publics.
51. On doit cesser de sacrifier les services publics et les travailleurs du secteur public au nom de l'idéologie. Nous devons plutôt nous organiser pour un avenir fondé sur la bienveillance et créer une société équitable.

### **Le SCFP-Ontario :**

52. Poursuivra sa contestation judiciaire du projet de loi 124 afin de voir à ce que les travailleurs puissent exercer leur droit constitutionnel à la libre négociation collective.
53. Fera activement campagne pour augmenter les salaires dans le secteur public afin de réparer le tort causé par des années de diminution.
54. S'efforcera de mettre en lumière les travailleurs du secteur public comme faisant partie de l'infrastructure centrale de l'Ontario qui nécessite des investissements et une protection.

55. Travaillera avec ses alliés afin de continuer à lutter pour un salaire minimum de 20 \$.
56. Exigera que nous « augmentions les taux » avec des augmentations substantielles et l'indexation des taux d'aide sociale et du POSPH.
57. Élargira sa campagne « Impôt sur la fortune » pour des réformes fiscales progressistes ayant comme objectif spécifique d'augmenter les impôts des riches et des entreprises. Les impôts des deux groupes doivent être augmentés et une nouvelle taxe doit être établie pour ceux qui font des profits faramineux. Nous devons également mettre fin aux subventions aux entreprises par l'entremise de crédits d'impôt.
58. Exercera des pressions pour renforcer les filets de sécurité sociale des travailleurs en imposant des normes de santé et de sécurité et en faisant campagne pour la couverture totale de tous les travailleurs en vertu de la CSPAAT.
59. Continuera d'exercer des pressions pour une réforme du droit du travail, y compris faire en sorte qu'il soit plus facile d'adhérer à un syndicat, dix congés de maladie permanents payés par l'employeur imposés par voie législative, une protection contre la classification erronée des travailleurs et la création de normes minimales pour tous les travailleurs, peu importe leur statut.
60. Exigera que l'on mette fin à l'utilisation de lois forçant le retour au travail.

## S'organiser pour l'action politique

61. Les membres du SCFP sont la colonne vertébrale des services publics dont dépendent les Canadiens. Pendant que le gouvernement de Doug Ford se concentre sur le remboursement des frais des plaques d'immatriculation aux gens, il a refusé de faire les investissements nécessaires pour assurer la sécurité de nos écoles, universités, établissements de soins de longue durée et autres lieux de travail. Nous savons que le gouvernement a choisi de ne pas investir dans des mesures et des services essentiels qui auraient pu être utilisés pour sauver des vies, éviter des fermetures d'écoles et soutenir les personnes qui travaillent dans des conditions dangereuses, confrontées à des pertes d'emploi et qui risquent une éviction.
62. La position du SCFP-Ontario est claire – nous devons financer les services publics et verser un salaire juste à nos membres, et nous devons voir à ce que tous les ordres de gouvernement examinent des outils générateurs de revenus, plutôt que de mettre en œuvre une autre ronde dévastatrice d'austérité et de privatisation, tout en priorisant les profits des entreprises plutôt que les gens.
63. L'Ontario ira aux urnes dans quelques semaines à peine, soit le 2 juin. Avec une course si serrée et la fluctuation des sondages, cette campagne électorale sera vraiment importante. Une majorité des électeurs souhaite une alternative au gouvernement de Doug Ford parce que Doug Ford a manqué à ses devoirs en

Ontario. Il a fait des coupures préjudiciables dans les services publics, ce qui a entraîné un trop grand nombre de décès de la COVID-19 dans les établissements de soins de longue durée, et il n'a pas fourni les soutiens nécessaires pour que les hôpitaux, les établissements de soins de longue durée, les écoles, les services sociaux, les municipalités et les universités ouvrent en toute sécurité.

64. En octobre prochain, il y aura également des élections municipales et scolaires en Ontario, où ce sera l'occasion d'élire des conseillers municipaux, des commissaires d'écoles et des maires qui soutiennent un programme qui met les travailleurs à l'avant-plan. Les politiciens municipaux ont une grande influence sur le changement à l'échelle locale et pour voir à ce que les services publics et les travailleurs du secteur public soient protégés. Les politiciens qui défendront des services publics forts et l'importance de rendre nos villes plus équitables et abordables méritent notre soutien.

### **Le SCFP-Ontario :**

65. Mobilisera toutes les ressources disponibles pour voir à ce que les conservateurs de Doug Ford ne soient pas réélus. Mais nos efforts ne peuvent pas se concentrer uniquement sur cet objectif. Ce sont des années d'austérité et de réductions d'impôt libérales qui ont affaibli nos services publics alors que nous en avons le plus besoin. Nous recommanderons à nos membres de voter pour nos intérêts collectifs, pour l'avenir que nous méritons, pour le NPD de l'Ontario.
66. Se servira des élections provinciales comme opportunité pour former et habiliter les membres du SCFP, accroître la capacité et le pouvoir au sein du SCFP-Ontario et améliorer la participation de nos membres aux élections, en tant qu'électeurs et en tant que bénévoles. Après le 3 juin, peu importe qui sera élu, nous devons travailler pour voir à ce que les droits des travailleurs soient le premier point à l'ordre du jour.
67. Verra à ce que les enjeux provinciaux et municipaux importants pour les membres du SCFP, y compris l'abrogation du projet de loi 124, un financement approprié des services publics et une augmentation des revenus, fassent partie du discours électoral plus large.
68. Travaillera avec des partenaires de coalition à l'échelle municipale et à l'échelle des conseils scolaires pour créer un plan et le mettre en œuvre, plan qui comprend la recherche de candidats, ainsi que la mobilisation et l'élection de politiciens municipaux et de commissaires d'écoles qui promeuvent les services publics.
69. Travaillera avec les sections locales du secteur municipal, le CCEMO et des partenaires de coalition afin de lutter contre les politiques qui promeuvent les PPP et la privatisation des services municipaux.
70. Luttera en ce qui a trait à l'urgence climatique en utilisant une optique ouvrière et intersectionnelle, dont:

- a. la promotion d'un « développement économique vert », y compris le développement du transport en commun, un financement gouvernemental d'une infrastructure verte et le soutien de la fabrication écologique afin d'aider à atteindre les objectifs municipaux, provinciaux et fédéraux et de respecter l'engagement du Canada dans le cadre de l'Accord de Paris;
- b. la participation à une consultation exhaustive avec des travailleurs et des syndicats du secteur public sans but lucratif et du secteur privé au fur et à mesure que des recommandations et des plans sont élaborés;
- c. la promotion de la prestation des soins comme étant de bons emplois verts dans notre lutte contre le changement climatique;
- d. l'assurance que l'ensemble des dépenses pour la reprise post-pandémie est axé sur la création d'emplois et la formation dans des secteurs qui ont été les plus durement touchés et des secteurs qui atteignent nos objectifs climatiques et d'équité.

## **S'organiser contre la suprématie blanche**

71. Le Canada a été témoin de l'occupation d'Ottawa par des manifestants qui étaient, en grande partie, organisés et financés par des groupes de suprématie blanche et néo-nazis. Ces groupes ont poursuivi une longue tradition de manipulation des crises afin de créer une division et de promouvoir leurs idéologies de haine. Alors que de nombreuses communautés ont vécu une période difficile pendant la pandémie, ces groupes ont ciblé des personnes qui ont des préoccupations compréhensibles au sujet de ce que signifient les confinements pour leur emploi ou qui ont des questions ou une hésitation face aux vaccins, qui en ont tout simplement assez de tout ça, et les ont manipulées afin d'accentuer des points de vue de suprématie blanche, homophobes et transphobes, des points de vue haineux à l'égard des personnes ayant un handicap et des théories conspirationnistes.
72. La crise de la COVID-19 a permis à de nombreux groupes de trouver une nouvelle pertinence en imposant de la désinformation liée aux complots de la COVID-19. Ils ont profité de la peur compréhensible, des angoisses, de l'incertitude et du doute des gens pour déclarer détenir la vérité. Nous avons ensuite vu ce pouvoir être utilisé pour propager la haine et cibler les minorités racisées et les immigrants afin de propager la haine homophobe et transphobe pour créer un plus grand sentiment de peur et de panique au sein de nos collectivités. Malgré la participation de la base, ces groupes sont souvent financés par des organisations bien établies et des personnes puissantes bien nanties qui ont des liens avec d'autres groupes de suprématie blanche et groupes anti-LGBTAI2S+ établis.
73. La suprématie blanche est un des fondements du Canada. En juin de l'an dernier, nous avons appris que les corps de 215 enfants autochtones ont été trouvés à Tk'emlúps te Secwépemc, ou Kamloops, en Colombie-Britannique. Bien que nos

gouvernements aient mis le drapeau canadien en berne, il y a eu un manque d'engagement à prendre des mesures concrètes pour la réconciliation et la justice, même pas un engagement à financer de nouvelles enquêtes sur d'autres fausses communes possibles. C'est le genre d'éloge stérile qui est mis en œuvre encore et encore au lieu de prendre des mesures concrètes.

74. Cette pandémie a braqué les projecteurs sur le racisme systémique continu au sein de nos institutions et sur les inégalités au sein de notre société. Le travail de services essentiels en temps de pandémie est effectué de façon disproportionnée par des femmes et des personnes racisées. Il est également très clair que les communautés racisées ont été celles qui ont été le plus durement touchées par le virus et celles qui en ont le plus souffert. Nous devons reconnaître que la COVID-19 n'est pas la seule urgence de santé publique en Ontario et que nous devons officiellement reconnaître le racisme comme étant une crise sanitaire et prendre les mesures nécessaires pour lutter contre le racisme structurel au sein de nos gouvernements, dans nos politiques, au sein de nos institutions et dans les services publics, et assurer une reprise juste du point de vue racial.

### **Le SCFP-Ontario :**

75. Élaborera, financera et mettra en œuvre, en collaboration avec nos partenaires de coalition, une campagne de lutte contre la suprématie blanche afin de mettre à profit le guide *Reconnaître la suprématie blanche et y résister*, guide qui a été élaboré par le Comité de la justice raciale.
76. Continuera de lutter pour la reconnaissance du racisme à l'égard des Noirs comme étant une crise de santé publique.
77. Lutera pour le rétablissement et l'augmentation du financement de la Commission ontarienne des droits de la personne, pour la nomination d'arbitres compétents et chevronnés pour pourvoir les postes de plus en plus nombreux au sein du conseil afin de s'attaquer à l'énorme quantité de dossiers et à l'accumulation grandissante de dossiers et pour un système public pour représenter les travailleurs dans le processus.
78. Exercera des pressions sur le gouvernement pour qu'il rétablisse et augmente le financement pour la Direction générale de l'action contre le racisme et ses sous-comités, qu'il rende tous ses rapports publics et qu'il crée un comité dépendant de la Direction qui aurait des liens interministériels et des responsabilités pour des actions concrètes.
79. Appuiera les demandes pour l'introduction d'une formation sur l'équité, la lutte contre le harcèlement et la lutte contre la discrimination pour tous les organismes et institutions financés par l'État.
80. Appuiera des mesures visant à lutter contre la discrimination systémique à l'égard des travailleurs ayant un handicap – visible et invisible – et à lutter pour des

mesures d'accommodement et des ressources qui sont essentielles pendant la pandémie et après.

81. Appuiera des mesures visant à s'organiser contre la haine et la violence ciblées à l'encontre des personnes LGBTAI2S+ et la violence fondée sur le genre, et demandera une stratégie d'équité intersectionnelle afin de s'attaquer aux vastes problèmes législatifs qui permettent à de nombreuses personnes de passer entre les mailles du filet.
82. Luttera pour la réaffectation des ressources pour les services de police vers un modèle de sécurité publique restructuré et des dépenses accrues sur le logement et les services sociaux en général et les soutiens en santé mentale.
83. Exhortera le SCFP national à réitérer ses demandes contre le racisme à l'égard des Noirs à l'échelle fédérale.
84. Fera campagne et exercera des pressions sur le gouvernement provincial de l'Ontario afin qu'il reconnaisse et désigne la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation comme étant un jour férié. Le SCFP-Ontario encouragera toutes les sections locales et tous les membres à honorer le 30 septembre comme étant une journée pour apprendre au sujet de l'histoire des pensionnats et réfléchir aux torts qu'ils ont causé et continuent de causer aux Autochtones.
85. Poursuivra la mise en œuvre du Plan d'action organisationnel contre le racisme du SCFP-Ontario afin d'éradiquer le racisme dans les structures et les espaces de notre syndicat.
86. Rendra les documents et les processus utilisés par le Plan d'action organisationnel contre le racisme du SCFP-Ontario disponibles à toute section locale du SCFP qui les veut afin que les sections locales du SCFP puissent utiliser ces ressources pour lutter contre le racisme au sein de leurs propres organisations.

/SEPB491